

RESULTATS DE L'ENQUETE DE BASE DE L'EVALUATION DU PROCESSUS D'ELABORATION DES POLITIQUES AGRICOLES ET DE SECURITE ALIMENTAIRE PAR LES INTERVENANTS AU MALI

Par

Abdramane Traoré, Amadou Samaké, Ousmane Sanogo,
Steven Haggblade and Mywish Maredia



MICHIGAN STATE
UNIVERSITY



Politiques de Sécurité Alimentaire: *Articles de Recherche*

Cette série d'articles de recherche vise à faire connaître rapidement les résultats de recherche et d'analyses politiques réalisés par "Feed the Future" de Innovation Lab for Food Security Policy (FSP) et ses associés, sur financement de l'USAID. Le projet FSP est coordonné par le Groupe de Sécurité Alimentaire/Food Security Group (FSG) du Department of Agricultural, Food, and Resource Economics (AFRE) de Michigan State University (MSU), et est mis en place en partenariat avec l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) et l'University of Pretoria (UP). Ensemble, le groupe de recherche MSU-IFPRI-UP travaille avec les gouvernements, les scientifiques et les parties prenantes du secteur privé dans les pays ciblés par "Feed the Future" en Afrique et en Asie, pour augmenter la productivité agricole, améliorer la diversité des régimes alimentaires, et construire une plus grande résistance face aux défis du changement climatique qui affecte nos moyens de subsistance.

Ces articles de recherche s'adressent à des chercheurs, des décideurs politiques, des agences de financements, des enseignants, et à tous ceux qui sont impliqués dans le développement international. Certains articles seront traduits en Français, Portugais ou d'autres langues.

Tous les articles de recherche et les notes techniques sur les politiques sont téléchargeables gratuitement en format pdf depuis ce site internet : www.foodsecuritylab.msu.edu

Ils sont aussi envoyés au département de l'USAID Development Experience Clearing House (DEC): <http://dec.usaid.gov/>

REMERCIEMENTS

Les auteurs remercient toutes les parties prenantes du secteur agricole qui ont bien voulu partager leurs expériences avec nous. L'USAID/Mali a financé ce travail dans le cadre du Projet de recherche sur la politique de sécurité alimentaire au Mali (PREPoSAM) financé dans le cadre du contrat numéro AID-688-A-16-00001 de la coopération avec le laboratoire d'innovation de la sécurité alimentaire. En plus, ce travail a bénéficié d'un soutien financier supplémentaire provenant de l'USAID/Washington à travers le FSP Innovation Lab contrat numéro AID-OAA-L-13-0001. Les auteurs endossent entièrement la responsabilité de toute erreur factuelle ou d'interprétation.

AUTEURS

Abdramane Traoré (traoreabdramane01@gmail.com), Coordinateur par intérim du Projet de Recherche sur les Politiques de Sécurité Alimentaire au Mali (PREPoSAM) de MSU basé à Bamako, au Mali.

Amadou Samaké (a.samake@yahoo.fr), Agro économiste, consultant à MSU et ancien Conseiller Technique au Ministère du Développement Rural chargé des questions économiques et de filières, Bamako - Mali

Ousmane Sanogo (ousmane.sanogo8@gmail.com), **agro économiste**, consultant à MSU et ancien Directeur du Service d'Appui Technique de l'IER, Bamako - Mali

Steven Haggblade (blade@msu.edu), Professeur de Développement International au Département de l'agriculture de l'économie, de l'alimentation et des ressources, Michigan State University, East Lansing, MI, États-Unis.

Mywish Maredia (maredia@anr.msu.edu), Professeur de Développement International au Département de l'agriculture de l'économie, de l'alimentation et des ressources, Michigan State University, East Lansing, MI, États-Unis.

INSTITUTIONS

Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM). L'APCAM est l'organe de coordination des activités des Chambres Régionales d'Agriculture (CRA). Créées par la loi n° 93-044/AN-RM du 04 août 1993, les CRA et l'APCAM sont des établissements à caractère professionnel dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles ont pour ressortissants les professionnels évoluant dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'exploitation forestière. Elles sont des organes consultatifs auprès des pouvoirs publics.

Institut d'Economie Rurale (IER). Créé le 29 novembre 1960, l'IER est le principal institut de recherche agricole au Mali avec près de 800 agents dont 250 chercheurs de différentes disciplines. Il comprend 6 centres régionaux de recherche agronomique, 9 stations et 13 sous-stations. Le portefeuille scientifique comprend 17 programmes de recherches et 4 laboratoires.

Michigan State University (MSU). Etablie au Michigan, MSU est la plus vieille des universités agricoles « US Land Grant » aux Etats-Unis, avec une longue histoire de recherche en politique agricole et alimentaire en Afrique, Asie et Amérique latine.

Cette étude a été réalisée avec le généreux soutien des Américains par une bourse de recherche de United States Agency for International Development (USAID) pour le programme "Feed the Future". Le contenu de cette publication est sous la responsabilité de ses auteurs, et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'USAID ou du gouvernement américain.

Copyright © 2017, Michigan State University. Tous droits réservés. Ce document peut être reproduit sans permission pour une utilisation personnelle ou à but non lucratif, en mentionnant MSU.

Publié par le Department of Agricultural, Food, and Resource Economics, Michigan State University, Justin S. Morrill Hall of Agriculture, 446 West Circle Dr., Room 202, East Lansing, Michigan 48824, USA

TABLE DES MATIERES

1. Objectifs	1
2. Méthodologie	
2.1. Indicateurs de performance de l'élaboration de la politique.....	2
2.2. Intervenants consultés.....	2
3. Résultats	
3.1. Les participants à la formulation des politiques agricoles.....	5
3.2. Les acteurs influençant les décisions de politiques	6
3.3. Qualité des processus de formulation des politiques	6
3.4. Qualité de l'architecture des processus d'élaboration des politiques	10
3.5. Degré de satisfaction dans les processus d'élaboration des politiques agricoles	12
3.6. Les facteurs motivant les prises de décisions de politiques agricoles	14
4. Conclusions	
4.1. Forces.....	16
4.2. Domaines à améliorer	16
Annexe 1. Questionnaire.....	18
Annexe 2. Liste des institutions/organisations enquêtées.....	26

SIGLES

ADR	Agence de Développement Régional
AFD	Agence Française de Développement
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
CAP	Cellule d'Analyse et de Prospective
CCIM	Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
CDCS	Country Development Cooperation Strategy
CILSS	Comité Permanent Inter – Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
CLSP/MEF	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté/Ministère de l'Economie et des Finances
CNOP	Coordination Nationale des Organisations Paysannes
CNRA	Comité National de la Recherche Agricole.
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
CPS/SDR	Cellule de Planification et de Statistiques du Secteur Développement Rural
CSA	Commissariat à la Sécurité Alimentaire
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNI	Direction Nationale de l'Industrie
DNPIA	Direction Nationale de la Production et des Industries Animales
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRP	Direction Régionale de la Pêche
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
DRPIA	Direction Régionale de la Production et des Industries Animales
ECOFIL	Programme de Recherche en Economie des Filières
FAO	Food and Agriculture Organization
FSP-IL	Food Security Policy Innovation Lab
FTF	Feed the Future
GOM	Government of Mali
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IER	Institut d'Économie Rurale
IFDC	International Fertilizer Development Center
INSTAT	Institut National de la Statistique
IPR/IFRA	Institut Polytechnique Rural/ Institut de Formation et de Recherche Appliquée
MSU	Michigan State University
OMA	Observatoire du Marché Agricole
OPAM	Office des Produits Agricoles du Mali
PREPOSAM	Projet de Recherche sur les Politiques de Sécurité Alimentaire au Mali
PROMISAM	Projet de Mobilisation des Initiatives en Matière de Sécurité Alimentaire
USAID	United States Agency for International Development

1. OBJECTIFS

Les politiques influencent fondamentalement les performances du secteur agricole. Au Mali, un large éventail de lois, règlements et programmes affecte le régime foncier, les ressources en eau et leur accès, la santé animale et végétale, la disponibilité des nouvelles technologies des semences, les coûts du transport et d'électricité, le marché du travail, les prix des intrants et les échanges commerciaux. D'une manière générale, ces mesures politiques façonnent l'investissement, la production et les décisions commerciales des agriculteurs et des entreprises agro-alimentaires. Les décisions prises par les acteurs privés clés, conduisent à leur tour à des trajectoires de croissance agricole. Des politiques saines, par conséquent, deviennent une condition préalable et nécessaire pour obtenir des gains de productivité agricole durable et pour favoriser l'amélioration de la sécurité alimentaire de la population malienne.

Ce rapport évalue la qualité du processus de formulation des politiques agricoles au Mali à travers les opinions des principaux groupes d'intervenants du secteur agricole malien.

L'évaluation fournit une image de référence de la qualité du processus d'élaboration des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au Mali pour le Projet de Recherche sur les Politiques de Sécurité Alimentaire au Mali (PRePoSAM). Le Projet vise à promouvoir la croissance de la productivité agricole inclusive et l'atteinte de la sécurité alimentaire en procédant à des recherches empiriques. Celles-ci pourraient fournir des éléments nécessaires aux décideurs maliens pour la conception de stratégies d'amélioration de la croissance du secteur agricole et de la satisfaction des besoins alimentaires de la population¹. A la fin du Projet, dans trois ans c'est-à-dire en 2020, l'équipe procédera à une deuxième évaluation des parties prenantes pour constater les changements observés dans la qualité des processus d'élaboration des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au Mali. Bien que réalisé dans le cadre du système de suivi-évaluation mis en place par le PRePoSAM, les résultats de ces enquêtes servent un objectif beaucoup plus large. En effet, ils permettent d'informer les décideurs et les autres acteurs intéressés, sur les domaines où le système politique actuel fonctionne bien et ceux qui nécessitent des actions d'amélioration selon le jugement des parties prenantes².

¹ Pour les détails se référer à <http://foodsecuritypolicy.msu.edu/countries/mali>

² Des études similaires d'évaluation du processus d'élaboration des politiques agricoles et de sécurité alimentaire ont été réalisées au Malawi, au Nigéria, au Sénégal et en Tanzanie sur financement du fonds global pour la réalisation du Laboratoire d'innovation en sécurité alimentaire. Voir Benson et al. (2015) pour le cas du Malawi.

2. METHODOLOGIE

2.1. Indicateurs de performance du système d'élaboration des politiques

Ce travail est le résultat d'une évaluation qualitative des processus d'élaboration des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au Mali par les principaux groupes d'intervenants dans le secteur. Il est réalisé à partir des évaluations subjectives de divers indicateurs obtenus à partir de l'observation et du jugement des personnes représentant les principaux groupes d'intervenants dans le processus. Les différents indicateurs fournissent un instrument index (ou tableau de bord) de performance tel que mesuré par l'évaluation des intervenants utilisant une norme pour capter la perception de l'individu sur le contexte politique, leur niveau de satisfaction et de confiance dans la coordination et l'inclusivité du processus politique ainsi que la capacité administrative à mettre en œuvre des changements de politique.

Les indicateurs mesurent la qualité du processus de formulation des politiques à travers le niveau de satisfaction et de confiance exprimé par les principales parties prenantes à un domaine politique. Le tableau 1 donne un aperçu sur les aspects qui ont fait l'objet de notation, tandis que l'annexe 1 reproduit l'instrument (questionnaire) ayant servi aux intervenants d'évaluer les différents éléments du processus de formulation des politiques agricoles.

Un changement éventuel de « scores » au fil du temps, calculé comme une moyenne des notations faites par les mêmes ensembles de parties prenantes pour les mêmes éléments critiques, peut être utilisé comme un critère qualitatif pour mesurer comment les performances du système politique évolue au fil du temps.

Tableau 1. Contenu du questionnaire d'appréciation du processus de formulation des politiques agricoles au Mali

Section	Contenu
A	Profil de l'interviewé
B	Qualité du <i>processus de formulation des politiques</i> agricoles, de sécurité alimentaire
C	Qualité de <i>l'architecture institutionnelle</i> de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire
D	<i>Facteurs qui influencent la formulation de nouvelles politiques</i> agricoles et de sécurité alimentaire

Source : Annexe 1.

2.2. Groupes d'intervenants interviewés

L'équipe du PRePoSAM a établi une liste de structures et d'organisations clés, du gouvernement, du secteur privé, de la recherche, des donateurs et des groupes de la société civile/organisations non gouvernementales, impliquées dans la conception et la mise en œuvre des politiques agricoles et de sécurité alimentaire. Au total, environ 100 structures/organisations intervenants clés, de ces diverses parties prenantes, ont été identifiées.

L'équipe a ensuite pris contact avec le responsable de chaque agence ou entreprise pour solliciter leur coopération dans le classement des différents volets du système actuel des politiques agricoles. Alors que certains ont demandé par courriel la version électronique du questionnaire,

beaucoup ont préféré planifier des entrevues en personne pour discuter et procéder ensuite au renseignement des indicateurs. La plupart des institutions ont reçu des visites multiples à cause des horaires chargés et des voyages inattendus des informateurs clés. Ainsi, beaucoup d'entrevues ont fait l'objet de plusieurs reports.

En fin de compte, sur 100 structures/organismes contactés, nous avons pu interviewer 83. Sur les 83 intervenants interrogés, près de la moitié travaillent au sein des structures étatiques, un quart dans le secteur privé (agricole ou agroalimentaire), environ 15 % dans les organisations non gouvernementales ou de recherche et 6 % pour les principaux partenaires techniques et financiers du secteur agricole (voir tableau 2).

Géographiquement, à peu près la moitié des répondants travaillent dans des institutions nationales, basées principalement soit, à Bamako soit, à proximité de Bamako. L'autre moitié des personnes interrogées travaillent au niveau régional dans les structures déconcentrées de l'état, dans diverses institutions de recherche ou dans le secteur privé.

Sur les 83 répondants seulement 2 étaient des femmes, soit environ 2 %. Cela reflète la réalité que les hommes dominent quasiment tous les postes de responsabilité dans le secteur agricole public et privé.

Les enquêtes ont porté sur des acteurs très expérimentés qui ont passé en moyenne dix ans dans leur structure actuelle (tableau 2).

Catégorie d'institution	Interviewés		Genre (pourcentage)		Années avec l'organisation
	nombre	pourcentage	hommes	femmes	
Gouvernement					
national	16	19%	94%	6%	8
régional	30	36%	100%	0%	6
Secteur privé					
national	10	12%	90%	10%	14
régional	9	11%	100%	0%	12
Chercheurs					
national	10	12%	100%	0%	18
régional	2	2%	100%	0%	35
Bailleurs de fonds	5	6%	100%	0%	11
ONGs	1	1%	100%	0%	4
Totale	83	100%	98%	2%	10

Source : enquête baseline du processus de formulation des politiques agricoles au Mali.

Au cours des entretiens, pour s'assurer d'obtenir des réponses honnêtes des répondants, notre équipe d'enquête garanti la confidentialité, comme nous l'exigeons d'ailleurs dans l'exécution de tous nos travaux d'enquête. Pour protéger cette confidentialité, ce rapport fournit seulement les scores agrégés pour chaque groupe d'intervenants.³ L'annexe 2 fournit la liste des différentes institutions de chaque catégorie d'intervenants.

³Parce que seulement 1 ONG a dûment rempli le questionnaire, nous ne pouvons pas déclarer leurs résultats séparément sans violer la confidentialité. Pour protéger la confidentialité de leurs réponses, nous avons inclus leurs réponses dans le total de tous les critères de notation, mais pas comme une catégorie distincte des intervenants.

3. RESULTATS

3.1. Les participants à la formulation des politiques agricoles

Dans l'ensemble, près des deux tiers (63 %) des intervenants interrogés ont participé formellement au processus de formulation d'une politique agricole ou de sécurité alimentaire. Cependant, le niveau d'engagement varie d'un groupe d'intervenants à un autre. Le cas particulier concerne les chercheurs au niveau régional, qui indiquent n'avoir participé à aucun processus de formulation de politique. Cependant, ils ont eu à participer en moyenne à deux ateliers par an sur les politiques agricoles, ce qui suggère évidemment un certain degré d'engagement (tableau 3).

Les acteurs publics au niveau national et les donateurs sont les participants les plus fortement engagés dans la formulation des politiques agricoles. Plus de 80 % des répondants de chaque groupe déclarent s'être engagés activement dans la formulation d'une politique agricole spécifique ou d'une politique de sécurité alimentaire (tableau 3). Au cours de l'année 2016, les répondants de ces deux catégories ont participé à une moyenne de 4 à 5 séances de travail sur les politiques spécifiques, ateliers ou séminaires.

En revanche, contrairement aux acteurs précédents, le secteur privé semble être moins engagé dans les processus de formulation des politiques. En effet, environ 56 % au niveau régional, et 60 % au niveau national, déclarent avoir pris part dans la formulation d'une politique spécifique agricole ou de sécurité alimentaire. En plus, ils participent moins aux ateliers portant sur les politiques agricoles. Au cours de l'année 2016, ils ont participé à seulement 2 ateliers, ce qui représente environ la moitié de la participation des acteurs publics au niveau national et des partenaires techniques et financiers.

Tableau 3. Participation et influence sur les politiques agricoles au Mali

Catégorie d'institution	Participation		Influence de votre institution				
	# ateliers relatifs aux politiques agricoles en 2016	processus de formulation d'une politique agricole	0 aucune	1 limitée	2 modérée	3 élevée	
Gouvernement							
national	3.7	81%	6%	25%	19%	50%	100%
régional	2.7	57%	3%	33%	40%	23%	100%
Secteur privé							
national	2.2	60%	20%	30%	40%	10%	100%
régional	2.0	56%	0%	44%	33%	22%	100%
Chercheur							
national	1.8	70%	10%	10%	30%	50%	100%
régional	2.0	0%	0%	0%	50%	50%	100%
Bailleurs de fonds	4.5	80%	25%	0%	50%	25%	100%
Totale	2.7	63%	7%	27%	34%	32%	100%
Legende:							

= réponses les plus élevées
 = réponses les plus faibles

Source : enquête baseline du processus de formulation des politiques agricoles au Mali.

3.2. Les acteurs influençant les décisions de politiques

Le secteur privé malien semble avoir peu d'influence dans l'élaboration des politiques agricoles. Au niveau national, cinquante pour cent de ce groupe, composé d'acteurs du monde rural et d'agro-entrepreneurs, déclarent avoir peu ou pas d'influence sur les décisions politiques. Près de la moitié (44 %) des représentants interviewés du secteur privé au niveau régional estiment également que leur influence sur les politiques est limitée (tableau 3).

En revanche, 75 % des donateurs croient qu'ils exercent un niveau modéré ou élevé d'influence sur les prises de décisions politiques. Des acteurs gouvernementaux croient également que leur contribution aide aux prises de décisions politiques. Parmi les représentants de l'état au niveau national, 69 % pensent qu'ils ont un niveau modéré ou élevé d'influence dans l'élaboration des politiques. Au niveau régional, 63 % des cadres estiment exercer des niveaux modérés ou élevés d'influence sur les décisions politiques (tableau 3).

Par ailleurs le fait marquant vient des chercheurs maliens qui se considèrent être les plus influents de tous les groupes d'intervenants. En effet, 80% des chercheurs au niveau national et 100 % au niveau régional indiquent qu'ils ont des niveaux modérés ou élevés d'influence sur les décisions politiques (tableau 3). Dans la plupart des cas, les chercheurs des institutions telles que l'IER, le CNRA, l'OMA, l'INSTAT et l'IPR/IFRA ont cité à plusieurs reprises des exemples de leur engagement dans les processus de formulation des politiques. Ils croient effectivement que les décideurs écoutent leurs points de vue techniques et respectent leurs expertises.

3.3. Qualité des processus de formulation des politiques

Dans l'ensemble, il ressort de la notation des acteurs interviewés que la qualité des processus de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au Mali est de modeste à bonne. Le tableau 4 résume les réponses des parties prenantes selon 21 critères d'efficacité. L'évaluation globale de chaque critère de toutes les parties prenantes s'affiche dans la dernière colonne du tableau 4. La moyenne de tous les 21 critères de notation, dans la dernière colonne, se situe à 1,8 sur 3, ce qui signifie une notation globale se situant entre modeste et bonne, bien que se rapprochant plus de bon.

En comparant les scores entre les critères, les notations faites par les intervenants aident à identifier les parties du système politique qui sont les plus efficaces et celles qui le sont moins. En effet, les répondants estiment que les décideurs ont une volonté d'écoute plus forte auprès des agriculteurs (B6) et des donateurs (B10). Pour ces deux groupes, la moyenne des notes données est bonne (2.0 sur 3). Elle indique la capacité du système politique à intégrer efficacement les points de vue des groupes d'agriculteurs et de donateurs dans la formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire.

En revanche, les performances les plus faibles, avec seulement une note moyenne de 1,5 sur 3, sont constatées dans la mise en œuvre effective des politiques une fois adoptée (variable B16). Lors de nos entretiens, plusieurs répondants ont exprimé l'avis que le gouvernement produit des documents de politique de très bonne qualité, mais éprouve des difficultés à les mettre efficacement en œuvre. L'absence d'un système transparent pour l'évaluation d'impact sur les

politiques agricoles (variable B20) a également reçu une note moyenne de 1,5 sur 3, ce qui signifie que la capacité du Mali d'évaluer l'impact des politiques mises en œuvre reste limitée. En outre, la capacité du système politique de répondre aux problèmes urgents reste faible, 1,6 sur 3 (variable B11).

Sur le plan institutionnel, les notes des intervenants identifient clairement des différences de perception. Les agents des services centraux du gouvernement sont toujours plus optimistes que le processus politique fonctionne bien. Sur les 21 critères évalués, ils ont attribué les notes les plus élevées à 19 (Tableau 4, colonne 1). Par exemple, à la question posée au B4, à savoir si le Gouvernement prend en compte les avis de votre institution lors des débats sur les politiques, la divergence de vue est manifeste. En effet, alors que les acteurs publics accordent des appréciations allant de bonnes à excellentes (2,3 sur 3), le secteur privé qualifie de seulement modeste (1 sur 3). Des disparités similaires émergent dans l'évaluation de la capacité des systèmes actuels mis en place par le Gouvernement à faire face aux problèmes urgents (B11). Tandis que les donateurs et les acteurs du secteur privé au niveau national pensent que le Gouvernement dispose de capacités modestes et même faibles (avec des notations de 0,8 et 1, respectivement), les acteurs du secteur public pensent le contraire, 1,9 sur 3 (Tableau 4).

Les acteurs, dans leur ensemble, considèrent que le secteur privé est le moins engagé dans les processus de formulation des politiques de tous les groupes d'intervenants (variables B6 à B10). Il ressort de la comparaison des taux moyens de participation, calculé à partir des notes de l'ensemble des groupes des intervenants, que le secteur privé national, avec un taux de 1,6 sur 3, est le groupe d'intervenants le moins impliqué dans les processus de formulation des politiques agricoles (variable B7). Ce score pourrait s'expliquer par la faiblesse et le sous-développement du secteur privé formel au Mali qui n'a pas encore le poids nécessaire pour influencer les politiques agricoles au Mali.

Tableau 4. Qualité du processus de formulation des politiques agricoles, de sécurité alimentaire

Critères d'évaluation	Score moyen par catégorie d'interviewé								
	0 = nulle; 1 = modeste; 2 = bon ; 3 = excellent								
	Gouvernement		Secteur privé		Recherche		Bailleurs	Tous	
	national	regional	national	regional	national	regional			
Il existe un dialogue systématique sur les questions de politiques agricoles entre									
B1. les représentants des administrations publiques et d'autres parties prenantes	2.1	1.9	1.2	1.4	1.8	2.0	1.4	1.7	
B2. les représentants du secteur des administrations publiques et votre institution	2.3	1.7	1.5	1.9	2.1	2.0	2.0	1.9	
Dans ces dialogues, le gouvernement prend en compte les avis									
B3. des parties prenantes	2.3	1.9	1.0	1.8	2.0	1.5	1.8	1.8	
B4. de votre institution	2.4	1.7	1.3	1.7	1.8	2.0	1.8	1.8	
B5. Les avis de votre institution sont pris en compte par les acteurs autres que le gouvernement									
	2.3	1.9	1.5	2.0	2.0	2.0	1.8	1.9	
Qui participe de manière efficace au dialogue sur les politiques agricoles et de sécurité alimentaire?									
B6. Les agriculteurs ou leurs représentants	2.1	2.0	2.2	2.2	2.3	1.5	1.2	2.0	
B7. Le secteur privé	1.6	1.7	1.2	1.6	1.7	1.5	1.4	1.6	
B8. Les Organisations de la société civile (OSC) et les ONG	2.0	1.8	1.3	1.9	1.7	1.5	1.4	1.7	
B9. Les instituts universitaires et de recherche	1.9	1.7	1.4	1.7	1.8	1.0	1.0	1.7	
B10. Les partenaires financiers du secteur agricole	2.4	1.9	1.7	2.0	2.1	2.0	2.2	2.0	
Qualité du processus de formulation									
B11. Les systèmes actuels d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi sont capables de répondre aux questions urgentes de manière efficace	1.9	1.7	1.0	1.7	1.8	1.5	0.8	1.6	
B12. Le dialogue sur les politiques est fondé sur une compréhension claire de la faisabilité, des forces et des faiblesses des options politiques envisagées	2.1	1.8	1.6	1.7	1.5	1.0	1.2	1.7	
Élaboration des politiques agricole et de sécurité alimentaire									
B13. Il existe une procédure formelle pour l'élaboration et la validation des politiques clairement définie et bien comprise par les parties prenantes	2.2	1.8	1.4	1.8	1.5	1.5	1.6	1.8	
B14. L'élaboration des politiques, des stratégies, des lois et des règlements sur les questions agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle obéissent systématiquement à un processus formel de prise de décision	2.3	1.8	1.6	1.9	1.7	1.0	1.8	1.8	
B15. Les processus d'élaboration de politiques agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fondés sur des preuves (données et analyses rigoureuses)	2.0	1.8	1.6	1.9	2.0	1.5	1.2	1.8	
Legende:									
= réponses les plus élevées									
= réponses les plus faibles									

Critères d'évaluation		Score moyen par catégorie d'interviewé							
		Gouvernement		Secteur privé		Recherche		Bailleurs	Tous
0 = nulle; 1 = modeste; 2 = bon ; 3 = excellent		national	regional	national	regional	national	regional		
Exécution des politiques agricoles et de sécurité alimentaire									
B16. Le gouvernement a une capacité robuste de mise en œuvre des politiques agricoles		1.9	1.4	0.9	1.8	1.2	1.5	1.2	1.5
B17. Les parties prenantes ont la capacité de s'engager efficacement avec le gouvernement dans l'analyse et la diffusion des politiques agricoles et de sécurité alimentaire		1.9	1.6	1.7	1.6	1.3	1.0	1.4	1.6
Évaluation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire									
B18. Le gouvernement évalue de façon ouverte, transparente et en temps opportun la performance du secteur agricole		1.9	1.6	1.5	1.6	1.5	1.5	1.6	1.6
B19. L'évaluation de la performance du secteur agricole implique activement les représentants des producteurs, les collectivités locales, le secteur privé dans l'agriculture, les OSC, les partenaires financiers et les ONG		2.1	1.9	1.7	1.7	1.6	1.5	1.6	1.8
B20. Il existe un système public et transparent de partage de données et d'informations qui rend possibles les évaluations fondées sur des preuves, pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire		1.8	1.6	1.0	1.3	1.7	1.0	1.6	1.5
B21. Le pays a la capacité de mener efficacement des analyses indépendantes dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire		2.1	2.2	1.3	2.2	1.8	1.5	1.6	2.0
Moyen de tous les critères d'évaluation									1.8



Source : enquête baseline du processus de formulation des politiques agricoles au Mali.

3.4. Qualité de l'architecture des processus d'élaboration des politiques

Les intervenants du secteur agricole, dans leur ensemble, estiment que le Gouvernement malien développe les grandes politiques de manière inclusive. Près des deux tiers (64 %) indiquent que les groupes de travail inclusif existent pour les grandes initiatives politiques (tableau 5).

Toutefois, les différences de perception surviennent à travers les opinions de divers groupes d'intervenants quant à l'inclusivité du processus et à leur participation aux différents groupes de travail. Ainsi, seulement 40 % à 44 % des groupes du secteur privé (agriculteurs et entreprises agroalimentaires) considèrent le processus inclusif (tableau 5, variable C1). De même, seulement 33 à 40 % des répondants du secteur privé ont indiqué que leurs organisations participent efficacement au processus politique (tableau 5, variable C9). En revanche, 60% à 100% des représentants du secteur public ainsi que les chercheurs jugent qu'ils participent de façon efficace au processus politique (tableau 5, variables C1 et C9). Les groupes de travail stratégiques clés sont opérationnels et fonctionnent bien, surtout selon les représentants du secteur public et les chercheurs nationaux (tableau 5, variables C2 à C9).

La performance des groupes techniques de travail est jugée bonne par 57% des répondants (tableau 5, variables C10 à C16). Les acteurs du secteur public au niveau national, les donateurs et les chercheurs nationaux, de manière unanime qualifient l'efficacité de ces groupes de travail de bonne à excellente.

Tableau 5. Qualité de l'architecture institutionnelle de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire									
Critères d'évaluation	Score moyen par catégorie d'interviewé								
	0 = nulle; 1 = modeste; 2 = bon ; 3 = excellent								
	Gouvernement		Secteur privé		Recherche		Bailleurs	Tous	
	national	regional	national	regional	national	regional			
Existence d'un groupe de travail inclusif qui coordonne et harmonise les politiques agricoles et de sécurité alimentaire?									
C1. Oui (pourcentage)	63%	70%	40%	44%	60%	100%	100%		64%
Comment fonctionne ce groupe de travail?									
C2. Il est opérationnel	2.1	2.2	2.5	2.0	2.3	1.5	1.8		2.1
C3. Il est efficace	1.9	2.0	0.8	1.8	2.2	1.0	1.6		1.8
C4. Les discussions sont basées sur une connaissance réelle du secteur agricole	2.3	2.2	1.3	2.5	2.5	1.0	2.0		2.1
C5. Il sait défendre ses positions sur la conception des politiques et des programmes	2.2	2.0	1.5	2.5	2.3	1.5	1.8		2.1
C6. Les positions sont formellement transmises à l'autorité publique	2.1	2.1	2.3	2.5	2.5	1.5	2.4		2.2
C7. Les propositions sont prises en compte par l'autorité publique	2.0	1.8	2.0	2.0	2.0	1.5	1.8		1.9
C8. Les propositions sont immédiatement suivies d'actions de la part de ses membres	2.0	1.6	1.3	1.8	1.8	1.5	1.6		1.7
Votre participation dans les groupes de travail technique du secteur agricole									
C9. Avez-vous participé dans un groupe de travail technique du secteur agricole au courant des derniers 12 mois?(% oui)	63%	63%	40%	33%	60%	100%	60%		57%
Fonctionnement de ces groupes de travail technique (si applicable):									
C10. Ils sont opérationnels	2.2	1.9	1.8	2.3	2.2	2.0	2.3		2.0
C11. Ils sont efficaces	2.1	1.7	1.5	2.3	2.0	1.0	2.0		1.8
C12. Ils se réunissent fréquemment	1.8	1.9	1.8	2.3	1.7	1.5	2.3		1.9
C13. Les discussions sont fondées sur des informations fiables et des analyses rigoureuses	1.9	2.0	1.3	1.7	2.0	1.0	2.0		1.9
C14. Ils prennent des décisions claires/pertinentes	1.9	1.8	1.5	2.3	2.0	0.5	2.0		1.8
C15. Ils communiquent clairement au groupe coordonnateur ses recommandations	2.2	1.9	1.5	1.7	2.2	0.5	2.3		1.9
C16. Les décisions/recommandations sont prises en compte par le groupe coordinateur	2.1	1.7	1.5	2.3	2.0	0.5	2.3		1.8
Legende:  = réponses les plus élevées  = réponses les plus faibles									

Source : enquête baseline du processus de formulation des politiques agricoles au Mali.

3.5. Degré de satisfaction dans les processus d'élaboration des politiques agricoles

Dans l'ensemble, la satisfaction des intervenants du secteur agricole dans les processus d'élaboration des politiques agricoles varie entre modeste et bonne (tableau 6).

Bien que la qualité des politiques et des stratégies élaborées à partir de débats francs et transparents, soit jugée bonne (tableau 6, variables C17 et C26), la mobilisation des ressources pour leur mise en œuvre (C19) a été classée très faible. La plupart des groupes des parties prenantes – même les intervenants les plus optimistes– qualifient le taux de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des politiques de modeste (tableau 6, variable C19). En outre, tous les intervenants considèrent que les systèmes de suivi-évaluation existants sont modestes (C21).

Tableau 6. Satisfaction générale avec le processus de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire									
Critères d'évaluation	Score moyen par catégorie d'intervisé								
	Gouvernement		Secteur privé		Recherche		Bailleurs		Tous
	national	regional	national	regional	national	regional	national	regional	
Cadre globale de politiques									
C17. Le contenu des politiques et stratégies sont en conformité avec le cadre de politique générale du secteur	1.9	1.8	1.9	1.7	1.9	2.0	2.0	1.8	1.7
C18. Le gouvernement a adopté la transparence et le débat dans les prises de décisions.	1.6	1.7	1.7	1.6	1.7	2.0	1.8	1.7	
Exécution des politiques agricoles									
C19. Les ressources nécessaires sont mobilisées pour la mise en œuvre des décisions politiques	1.0	1.2	0.9	1.3	1.1	1.0	1.2	1.1	
Suivi évaluation									
C20. Un système efficace d'évaluation des résultats dans le secteur est en place	1.3	1.5	1.4	1.6	1.3	0.5	1.6	1.4	
C21. Le système d'évaluation des résultats dans le secteur mis en place est fonctionnel	1.1	1.5	1.3	1.4	1.4	0.5	1.2	1.3	
C22. Des données pertinentes et de qualité sur la performance du secteur agricole sont mises à la disposition des décideurs et du p	1.3	1.6	1.3	1.2	1.4	0.5	1.4	1.4	
Partenaires techniques et financiers									
C23. Il existe un forum efficace de coordination des partenaires techniques et financiers.	1.4	1.7	1.6	1.7	1.7	1.5	2.2	1.7	
C24. En général, les PTF prennent des engagements clairs, réalistes et fondés.	1.4	1.8	1.3	1.9	1.4	1.5	2.2	1.6	
C25. Les PTF ont adopté la transparence dans les processus de prise de décisions.	1.6	1.8	1.3	1.6	1.6	2.0	2.2	1.7	
Votre avis global									
C26. Le gouvernement a adopté la transparence et le débat dans le processus de formulation des politiques et de prises de décisions	1.9	1.9	1.7	1.4	1.8	2.0	2.0	1.8	
C27. Etes-vous satisfait de la qualité globale du dialogue et de la coordination entre le gouvernement et les parties prenantes ?	1.7	1.5	1.5	1.0	1.3	1.0	1.6	1.4	
Legende: = réponses les plus élevées = réponses les plus faibles									

Source : enquête baseline du processus de formulation des politiques agricoles au Mali.

3.6. Les facteurs motivant les prises de décisions de politiques agricoles

Les réformes politiques exigent l'initiative et les ressources humaines, financières et matérielles, toutes choses qui font que les mesures de politiques changent très rarement. S'agissant des facteurs qui ont motivé les décisions de réformes de politique agricole et de sécurité alimentaire au Mali, les intervenants identifient deux grands facteurs (tableau 7) : tout d'abord, les événements déclenchés par des chocs importants (D3), comme la sécheresse, l'invasion de parasites naturels ou la flambée des prix des produits alimentaires au niveau mondial, ensuite la conviction des décideurs clés (D8).

Par contre, les groupes de pression (D4) et la couverture médiatique locale (D7) sont moins susceptibles de déclencher une réforme globale, selon les interviewés. Néanmoins, dans certains cas précis, les groupes de pression peuvent clairement jouer un rôle important dans les décisions de réformes, notamment le cas du secteur coton au début des années 2000 (lettre de politique de développement du secteur coton avec la création de la mission de restructuration du secteur coton).

Facteurs contribuant aux réformes	Importance du facteur 0 = nulle; 1 = modeste; 2 = significative ; 3 = très grande	Score moyen par catégorie d'interviewé							
		Gouvernement		Secteur privé		Recherche		Bailleurs	Tous
		national	regional	national	regional	national	regional		
D3. Un événement qui déclenche la réforme		2.2	1.7	1.8	1.2	1.5	2.5	1.7	2.2
D4. Un groupe de pression		0.8	1.0	1.0	0.6	1.2	2.0	2.7	0.8
D5. Problème pertinent pour des groupes socio - professionnels particuliers de la population ?		1.7	1.6	1.9	1.8	1.3	2.0	2.0	1.7
D6. Un problème urgent		1.6	1.2	1.5	1.4	1.5	1.5	1.8	1.6
D7. Couverture du problème par les média locaux ?		1.1	0.8	1.1	1.3	0.8	2.0	2.0	1.1
D8. Idées et convictions des dirigeants qui ont initié la réforme		2.3	1.6	1.6	1.6	1.3	2.0	1.8	2.3
D9. Idées et convictions des autorités politiques ?		2.1	1.6	2.1	1.4	1.5	3.0	2.0	2.1
D10. Idées et convictions des PTF ?		2.0	1.7	1.4	1.3	1.2	2.5	1.8	2.0
D11. Résultats de recherche ?		1.8	1.0	1.1	1.2	0.9	2.5	1.4	1.8
D12. Rapport d'étude des coûts-avantages ?		1.6	1.0	0.9	0.7	1.0	2.5	0.8	1.6
D13. Capacité d'exécution (ressources humaines et institutionnelles) ?		1.5	1.1	1.0	1.0	0.8	2.5	1.3	1.5
D14. Considérations politiques ?		2.1	1.4	1.7	1.6	1.2	2.0	1.8	2.1
Legende:		<div style="display: flex; align-items: center; gap: 10px;"> <div style="width: 15px; height: 15px; background-color: #90EE90; border: 1px solid black;"></div> = réponses les plus élevées <div style="width: 15px; height: 15px; background-color: #D3D3D3; border: 1px solid black;"></div> = réponses les plus faibles </div>							

Source : enquête baseline du processus de formulation des politiques agricoles au Mali.

4. CONCLUSIONS

4.1. Forces

L'ensemble des acteurs, nationaux et régionaux, qualifie généralement le processus d'élaboration des politiques agricoles au Mali comme transparent, inclusif et ouvert. Néanmoins, les niveaux de participation varient d'un groupe à un autre. Les organismes gouvernementaux du niveau national et les donateurs du secteur agricole ont tendance à participer plus pleinement et plus fréquemment que les autres groupes d'intervenants dans les débats de politiques agricoles.

La qualité des documents de politique produits est généralement évaluée comme bonne. Cette bonne qualité découle certainement des efforts du gouvernement pour faire participer un large éventail de parties prenantes dans toutes les phases de leur élaboration. Il s'agit notamment des producteurs agricoles, des chercheurs, des partenaires techniques et financiers, du secteur privé, des ONG et de la société civile.

4.2. Domaines à améliorer

D'une manière générale, la qualité des documents de politiques est jugée bonne, mais leur mise en œuvre efficace est considérée comme faible. La mobilisation des ressources nécessaires pour la mise en œuvre de ces politiques reste, en effet, insuffisante selon toutes les parties prenantes. Ainsi, la capacité institutionnelle de répondre efficacement aux problèmes urgents reste limitée. Bien que les structures publiques nationales et régionales pour la collecte de données (Cellules de Planification et de Statistiques, INSTAT, etc.) existent, la fiabilité et la représentativité restent souvent limitées pour assurer de façon adéquate le suivi et l'évaluation des politiques mises en œuvre.

Bien que des groupes de pression du secteur privé ont parfois obtenu des réformes spécifiques, les intervenants estiment que le système politique actuel marginalise la participation de ce secteur au processus de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire au Mali. En effet, en dehors des groupes d'agriculteurs représentant des filières bien structurées (CMDT, ON, etc.), tous les autres groupes du monde rural s'y sentent, par contre, moins engagés et moins influents.

Il est aujourd'hui admis que la réussite et l'évolution des politiques dépendent en grande partie des producteurs et des investissements du secteur privé pour accroître la productivité globale du secteur agricole. Pour ce faire, une forte implication de ces acteurs dans les débats politiques majeurs relatifs au secteur agricole s'impose.

REFERENCES

Benson, T., Nankhuni, F., Mabiso, A and Maredia, M. 2016. The quality of agriculture and food security policy processes at national level in Malawi: Results from the 2016 Malawi agriculture and food security policy processes baseline survey. *Feed the Future Discussion Pape*. Lilongwe, Malawi: New Alliance Policy Acceleration Support: Malawi Project.

Annexe 1. Questionnaire administré

**Evaluation des processus de formulation des politiques agricoles et de sécurité
alimentaire au Mali :**

Une enquête auprès des parties prenantes,

Mai 2017

Contexte de l'étude

L'enquête proposée fait partie de Feed the Future Mali Projet de recherche sur les politiques de sécurité alimentaire au Mali (PRePoSAM) et a pour objet d'étudier l'architecture institutionnelle et la qualité des processus de formulation des politiques dans le secteur Agricole et la sécurité alimentaire au Mali. Ce projet est géré conjointement par l'Institut d'Economie Rural (IER) du Ministère de l'Agriculture, l'Institut Polytechnique Rural (IPR/IFRA) du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et l'Université de l'État du Michigan (MSU) avec un financement de la Mission Mali de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Des enquêtes similaires sont menées par le projet Food Security Policy (FSP) dans d'autres pays en Afrique (Nigéria, Sénégal et Tanzanie) et en Asie (Birmanie) pour dégager les leçons de meilleures pratiques sur le renforcement des processus de formulation des politiques sur les questions agricoles et de la sécurité alimentaire.

Les répondants à la présente enquête seront contactés à nouveau deux ans après le premier passage pour une mise à jour de l'évaluation sur les sujets abordés afin de mieux comprendre les changements dans l'architecture institutionnelle et la qualité des processus de formulation des politiques Agricoles et la sécurité alimentaire au Mali.

Il convient de préciser que vous êtes libre de choisir volontairement de participer à cette enquête, de refuser de répondre à certaines questions, ou cesser de participer à tout moment. Si vous choisissez de participer, votre aide dans la réponse à ces questions sera grandement appréciée. Vos réponses resteront strictement confidentielles. Vos réponses seront résumées avec celles d'autres parties prenantes au Sénégal et éventuellement d'autres pays. Seules les moyennes générales de l'analyse seront présentées. Pour toute question sur l'étude, veuillez contacter Monsieur Abdramane Traoré du PRePoSAM (tel. 22 20 34 19 ; cel : 76 46 67 07).

Au cours de cette enquête, les données seront collectées sur les aspects suivants :

- **A. Identification de l'interviewé ;**
- **B. Qualité du processus de formulation des politiques Agricoles et de sécurité alimentaire ;**
- **C. Qualité de l'architecture institutionnelle de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire**
- **D. Facteurs qui influent sur la formulation de nouvelles politiques agricoles et de sécurité alimentaire**

A. Identification de l'interviewé :

A1. Nom: _____

A2. Genre : homme _____ femme _____

A3. Structure/Organisation _____

A4. Poste : _____

A5. Durée avec la structure ou l'organisation _____ ans

A6. Durant l'année 2016 (janvier à décembre) quel est le nombre d'ateliers, de présentations ou de réunions relatifs à la politique Agricole (y compris la sécurité alimentaire) auxquels vous avez participé ? _____

A7. Avez-vous participé au processus de formulation d'une politique Agricole ou de sécurité alimentaire ?

a. Oui : _____ Non : _____

b. Lesquelles ? _____

c. En quelle qualité ? _____

A8. Quel jugement faites-vous de l'influence de votre organisation sur le processus de changement des politiques agricoles

- 0 aucune influence
- 1 influence limitée
- 2 influences modérées
- 3 influences élevées

B. Qualité du processus de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire

Critères d'évaluation 0 = nulle; 1 = modeste; 2 = bon ; 3 = excellent	Votre appréciation			
	0	1	2	3
Il existe un dialogue systématique sur les questions de politiques agricoles entre				
B1. les représentants des administrations publiques et d'autres parties prenantes				
B2. les représentants du secteur des administrations publiques et votre institution				
Dans ces dialogues, le gouvernement prend en compte les avis				
B3. des parties prenantes				
B4. de votre institution				
B5. Les avis de votre institution sont pris en compte par les acteurs autres que le gouvernement				
Qui participent de manière efficace au dialogue sur les politiques agricoles et de sécurité alimentaire?				
B6. Les agriculteurs ou leurs représentants				
B7. Le secteur privé				
B8. Les Organisations de la société civile (OSC) et les ONG				
B9. Les instituts universitaires et de recherche				
B10. Les partenaires financiers du secteur agricole				
Qualité du processus de formulation				
B11. Les systèmes actuels d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi sont capables de répondre aux questions urgentes de manière efficace				
B12. Le dialogue sur les politiques est fondé sur une compréhension claire de la faisabilité, des forces et des faiblesses des options politiques envisagées				
Élaboration des politiques agricole et de sécurité alimentaire				
B13. Il existe une procédure formelle pour l'élaboration et la validation des politiques clairement définie et bien comprise par les parties prenantes				
B14. L'élaboration des politiques, des stratégies, des lois et des règlements sur les questions agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle obéissent systématiquement à un processus formel de prise de décision				
B15. Les processus d'élaboration de politiques agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont fondés sur des preuves (données et analyses rigoureuses)				
Exécution des politiques agricoles et de sécurité alimentaire				
B16. Le gouvernement a une capacité robuste de mise en œuvre des politiques agricoles				

B17. Les parties prenantes ont la capacité de s'engager efficacement avec le gouvernement dans l'analyse et la diffusion des politiques agricoles et de sécurité alimentaire				
Évaluation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire				
B18. Le gouvernement évalue de façon ouverte, transparente et en temps opportun la performance du secteur agricole				
B19. L'évaluation de la performance du secteur agricole implique activement les représentants des producteurs, les collectivités locales, le secteur privé dans l'agriculture, les OSC, les partenaires financiers et les ONG				
B20. Il existe un système public et transparent de partage de données et d'informations qui rend possibles les évaluations fondées sur des preuves, pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire				
B21. Le pays a la capacité de mener efficacement des analyses indépendantes dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire				

C. Qualité de l'architecture institutionnelle de formulation des politiques agricoles et de sécurité alimentaire

Critères d'évaluation 0 = nulle;1 = modeste; 2 = bon ; 3 = excellent	Votre appréciation			
	0	1	2	3
Existence d'un groupe de travail inclusif qui coordonne et harmonise les politiques agricoles et de sécurité alimentaire?				
C1. Oui ou non (0=non 3=oui)				
Si oui, veuillez préciser ce groupe : _____				
Comment fonctionne ce groupe de travail?				
C2. Il est opérationnel				
C3. Il est efficace				
C4. Les discussions sont basées sur une connaissance réelle du secteur agricole				
C5. Il sait défendre ses positions sur la conception des politiques et des programmes				
C6. Les positions sont formellement transmises à l'autorité publique				
C7. Les propositions sont prises en compte par l'autorité publique				
C8. Les propositions sont immédiatement suivies d'actions de la part de ses membres				
Votre participation dans les groupes de travail technique du secteur agricole				
C9. Avez-vous participé dans un groupe de travail technique du secteur agricole au courant des derniers 12 mois?(0=non 3=oui)				
Si oui, lequel ?				
Fonctionnement de ces groupes de travail technique (si applicable):				
C10. Ils sont opérationnels				
C11. Ils sont efficaces				
C12. Ils se réunissent fréquemment				
C13. Les discussions sont fondées sur des informations fiables et des analyses rigoureuses				
C14. Ils prennent des décisions claires/pertinentes				
C15. Ils communiquent clairement au groupe coordonnateur ses recommandations				
C16. Les décisions/recommandations sont prises en compte par le groupe coordinateur				
Cadre globale de politiques				
C17. Le contenu des politiques et stratégies sont en conformité avec le cadre de				

politique générale du secteur				
C18. Le gouvernement a adopté la transparence et le débat dans les prises de décisions.				
Exécution des politiques agricoles				
C19. Les ressources nécessaires sont mobilisées pour la mise en œuvre des décisions politiques				
Suivi évaluation				
C20. Un système efficace d'évaluation des résultats dans le secteur est en place				
C21. Le système d'évaluation des résultats dans le secteur mis en place est fonctionnel				
C22. Des données pertinentes et de qualité sur la performance du secteur agricole sont mises à la disposition des décideurs et du public en temps opportun.				
Partenaires techniques et financiers				
C23. Il existe un forum efficace de coordination des partenaires techniques et financiers.				
C24. En général, les PTF prennent des engagements clairs, réalistes et fondés.				
C25. Les PTF ont adopté la transparence dans les processus de prise de décisions.				
Votre avis global				
C26. Le gouvernement a adopté la transparence et le débat dans le processus de formulation des politiques et de prises de décisions.				
C27. Etes-vous satisfait de la qualité globale du dialogue et de la coordination entre le gouvernement et les parties prenantes ?				

D. Facteurs qui influencent la formulation de nouvelles politiques agricoles et de sécurité alimentaire

D1. Identifiez une réforme de politique que vous connaissez le mieux :

D2. Citez les trois principaux facteurs qui ont motivé cette réforme:

a)-

b)-

c)-

Evaluez l'importance des facteurs suivants comme motivations de cette réforme

Facteurs contribuant aux reformes	Spécifier si possible lesquels	Importance du facteur			
		peu		très	
		0	1	2	3
D3. Un événement qui déclenche la réforme					
D4. Un groupe de pression					
D5. Problème pertinent pour des groupes socio - professionnels particuliers de la population ?					
D6. Un problème urgent					
D7. Couverture du problème par les médias locaux ?					
D8. Idées et convictions des dirigeants qui ont initié la réforme					
D9. Idées et convictions des autorités politiques ?					
D10. Idées et convictions des PTF ?					
D11. Résultats de recherche ?					
D12. Rapport d'étude des coûts-avantages ?					
D13. Capacité d'exécution (ressources humaines et institutionnelles) ?					
D14. Considérations politiques ?					

Annex 2. Institutional representation of interviewees

Stakeholder category	National	Regional
Government	<ul style="list-style-type: none"> • AATP • CSP/MDRE • DF • DG Commerce • DNSV • DNPIA • DNP • DNA, Ministry of agriculture • Primature, rural development and policy analysis • National Assembly, Commission Développement Rural • Ministry of Industry, DNI • Ministry of Elevage and Peche 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministry of Agriculture, DRA (Ségou, Sikasso, Bamako, Kayes, Koulikoro) • Governor's Office (Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso) • Direction Régionale de la Pêche (Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso) • Direction Régionale des Eaux et Forêts (Kayes, Koulikoro) • Conseil régional (Kayes, Ségou, Sikasso) • Plan statistique (Kayes) • DRPSIAP(Koulikoro, Segou, Sikasso) • Office du Niger • Office Riz • DRPIA (Kayes, Koulikoro, Ségou)
Private sector	<ul style="list-style-type: none"> • Association des organisations professionnelles • APCAM • BND • CCIM • CMDT • CNOP • CNPM • Conseil national du patronat • MMDT • Fédération national des groupements interprofessionnels • Mali Mark • Réseau des opérateurs d'intrants agricoles du Mali 	<ul style="list-style-type: none"> • Chambre régional de l'agriculture (Bamako, Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso) • Chambre régional de commerce (Kayes, Ségou, Sikasso, Ségou) • Interprofession riz (Segou)
Researchers	<ul style="list-style-type: none"> • CNRA • CPS/SDR • IER • INSTAT • IPR/IFRA • OMA 	<ul style="list-style-type: none"> • IER (Kayes, Sikasso)
Donors	<ul style="list-style-type: none"> • Canada • Denmark • France • FAO • IFAD 	

Civil society/ NGOs	Oxfam	
---------------------	-------	--